L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR SULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Carondelet.

CONDITIONS DU JOURNAL.
Du 1er Octobre 1840 au 1er Octobre 1841, $10 payable d'avance.
Deux fois par semaine, $10 payable d'avance.

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 23 JANVIER 1841.

POUR GOUVERNEUR :
HENRY JOHNSON.
Si tel il la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

LE NORD ET LE SUD.

Les circonstances sont graves, on ne saurait se le dissimuler : les dispositions de la Grande Bretagne se montrent de jour en jour moins pacifiques, et d'un instant à l'autre l'Union peut être appelée à défendre son territoire et ses droits, contre les envahissemens de sa redoutable voisine. C'est donc en ce moment une triste chose que de voir certains organes de l'administration continuer d'irritantes publications dont l'effet, que ce soit ou non le but de leurs auteurs, est d'entretenir et de raviver parmi le peuple des sentimens de jalousie de la nature la plus déplorable. C'est là bien mal comprendre les devoirs de la presse; c'est là s'*inquiéter* bien peu de l'honneur national! Ces organes *ne sentent* donc pas qu'un point où nous sommes, rien ne saurait être plus funeste tout aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur ! L'Etat de nos relations étrangères rend nécessaire l'union la plus parfaite entre les différens Etats qui composent notre Grande République : car l'union, pour nous surtout, c'est la force. Mais il ne suffit pas d'être forts en réalité; il faut que nos antagonistes aient la conviction que nous le sommes. Or les publications dont nous parlons *pourraient s'établir cette conviction à Pétranger*, en faisant croire à des divisions qui n'existent pas. Voilà pourquoi nous les signalons, voilà ce qui les rend coupables à nos yeux !

Non, grâces à Dieu, nous ne sommes pas divisés, nous ne sommes pas désunis; la meilleure intelligence règne entre les différentes parties de l'Union; et toutes les fois qu'il s'agira de l'honneur ou des droits de l'une de ces parties quelle qu'elle soit, on verra la nation toute entière se lever comme un seul homme pour les maintenir. Les luttes si animées de l'opinion publique n'ont en rien altéré cet amour de la commune patrie, cette fraternité de sentimens qui forment entre le Nord et le Sud un lien indestructible. Ne suffit-il pas pour s'en convaincre de voir ce qui s'est passé en deux circonstances importantes ?

Lorsque, il y a quelque tems, les discussions relatives à la frontière du Nord-Est prirent une tournure menaçante, lorsqu'un put craindre une rupture entre les E-Unis et la Grande Bretagne, le Sud embrassa la cause du Maine et vota unanimement pour toutes les propositions qui avaient pour but le maintien des droits de cet Etat. Et cependant, il faut le reconnaître, il n'y a peut-être pas une question qui offre aux Etats placés au Sud de la ligne de Mason et de Dixon un intérêt aussi pal immédiat. Qu'importe en effet à ces Etats la possession du pays situé entre l'Arroostook et le St. Laurent ? Mais l'intégrité de l'Union se trouvait attaquée, et le Sud, laissant de côté toutes les préoccupations personnelles et ne songeant qu'à l'honneur national, le Sud vint noblement en aide à ses frères du Nord; mais s'inquiéter des terribles conséquences que pouvait avoir pour lui la guerre, il vit, dans la session de 1838 39, en faveur d'un bill qui mettait à la disposition de l'exécutif une force suffisante pour prendre une attitude offensive vis à vis d'l'Angleterre. C'est là certes une preuve éclatante que le Sud ne sera jamais en arrière en fait de patriotisme; c'est une preuve aussi que des griefs particuliers ne seront jamais assez puissants pour refroidir l'élan de ce patriotisme.

Si le Sud a pris chaudement part à une affaire où le Nord était spécialement intéressé; le Nord de son côté a montré naguères tout le respect qu'il professe pour les droits du Sud. Aussitôt qu'on eut appris que le gouvernement anglais refusait d'accorder une indemnité aux propriétaires du brick l'Entreprise, dont les esclaves avaient été mis en liberté par les autorités anglaises du Port Hamilton, dans l'Ile Bermude, des résolutions à ce sujet ont été présentées au sénat des Etats-Unis. Ces résolutions déclaraient que " la saisie et la mise en liberté des nègres du brick l'Entreprise violaient les droits des nations et attaquaient les privilèges de nos concitoyens; " et *elles* ont été adoptées à l'unanimité! Cette unanimité n'est-elle pas la garantie positive que le Nord est disposé à soutenir énergiquement la doctrine qu'il vient de proclamer en notre faveur ? Ne sera-t-elle pas pour nous l'assurance que les Etats à esclaves veulent faire respecter ceux mêmes d'entre nos droits constitutionnels qui n'auraient pas leurs sympathies ?

Ces deux exemples prouvent d'une manière victorieuse que, malgré les dissidences qui existent sur certains points, le Sud et le Nord peuvent compter l'un sur l'autre; et ce dévouement mutuel nous fait voir sans crainte toutes les éventualités ! Il est assez énergique, nous en sommes certains, pour résister aux plus rudes épreuves. Quand de semblables dispositions existent de part et d'autre, on comprend que les récriminations d'une certaine partie de la presse sont impuissantes à troubler la bonne harmonie nationale; mais il est déplorable de penser que ces récriminations peuvent diminuer notre considération à l'extérieur. Qui empêche en effet les étrangers, s'ils n'en rapportent à quelques-uns des journaux qui s'imprimement, de se représenter notre situation intérieure sous un jour tout-à-fait faux ? Qui les empêche de s'imaginer que des Etats séparés par des limites géograph ques, sont incapables d'un effort combiné en cas de besoin ? Qui sait si les lecteurs du *Globe*, par exemple, ne sont pas convaincus qu'une scission de l'Union verrait avec plaisir la ruine de l'autre; que le Sud se réjouirait des revers du Nord; et que le Nord lui-même préterait la main au renversement des institutions du Sud ! C'est peut-être à cette fausse idée qu'il faut attribuer le ton hautain que le ministre résident de la Grande-Bretagne emploie dans ses communications; c'est peut-être elle aussi qui fait persister le gouvernement anglais dans la tendance qu'il a toujours manifestée à intervenir dans nos affaires; c'est peut-être elle encore qui le pousserait probablement à ne plus garder aucun ménagement dans ses rapports avec l'Union ! Cette erreur lui serait fatale, car au lieu des populations divisées et rivales qu'il s'attendrait à trouver, il rencontrerait un seul et même peuple, indissolublement uni par les sentimens les plus désintéressés, puissant par son union, son patriotisme et la conscience de son bon droit !

" L'Acte pour s'opposer à l'introduction dans cet Etat " des *mendians*, nègres libres et autres personnes d'un " caractère suspect contient les dispositions suivantes :

1o. A dater de la promulgation de cet acte nul capitaine, patron ou intendant ne débarquera dans cet Etat aucun nègre de passage, sous peine de justice ou aucune personne marchant à échapper à la justice d'un autre Etat ou d'un pays étranger, sous peine d'une amende de cinq cents piastres pour chaque contravention, dont la moitié appartiendra à l'Etat et l'autre moitié au dénonciateur. Et tout individu ou personne d'avoir aidé ou facilité l'introduction de ces personnes sera passible de la même amende.

2o. Tout contrevenant à la prohibition du présent acte sera tenu de donner caution de renvoyer dans un temps donné hors des limites des Etats-Unis toute personne introduite en fraude sous peine d'emprisonnement.

3o. Quiconque introduira sciemment dans l'Etat des esclaves ayant été convaincus d'avoir commis un crime ou un délit sera passible d'un emprisonnement de trois mois, sans admission de cautionnement, et d'une amende de cinq cents piastres par chaque esclave, sans préjudice à l'obligation de renvoyer dans le territoire des Etats Unis ceux qui auraient été introduits en fraude.

4o. Tout officier de police pourra visiter les navires arrivant ici et faire mettre à la geole toute personne de couleur qu'il y trouvera pour l'y garder pendant que le bâtiment stationnera dans le port, et en ce cas le capitaine s'engagera à remmener ces personnes ou bien supportera une amende de cinq cents piastres.

5o. Quiconque introduira dans cet Etat des individus, des vagabonds ou des personnes qui pourraient devenir à charge à l'Etat se rendra passible d'une amende de cinq cents piastres.

Tout capitaine sera tenu de livrer, en arrivant, une liste assermentée de toutes les personnes venues à bord dudit navire indiquant leurs professions et les particularités de la vie de chacun, sous peine d'une amende de trois cents piastres.

Le gouverneur Seward dit, dans son dernier message à la Législature de New-York, que sur mille cinquante huit enfans qui sont dans la maison de charité de New York, un sixième appartient à des parens américains, et le reste à des parens étrangers.

Les revenus pour l'Etat retirés des ventes à l'encan ont diminué pendant le courant de l'année dernière de $60,780,46, en conséquence de la dépression des affaires commerciales.

Le montant des péages et rentes pendant la saison de la navigation de 1840, s'est élevé à $1,775,747,57, ce qui présente une augmentation de $159,365,55 sur les recettes de 1839.

Le capital productif des fonds des écoles était à la fin de l'année de $2,033,807, 95. Les revenus payés pour, à la même époque, s'élevaient à $268,470 65.—Il a encore payés pour le soutien des écoles communes $275,918 99. Le capital des fonds de littérature, (*Literature Fund*), s'élève à $268 777 93, et les revenus employés ont atteint $46,926 84. Le montant distribué pour les autres écoles est $47,871 97.

Le nombre des élèves dans les collèges de l'Etat est de 600, en outre trente quatre mille huit cent trois

AMUSEMENTS.

THEATRE AMERICAIN.
Samedi soir 23e ordre.
KEIN OO BRAGH :
OU
BRIAN BOROIHNE,
Cette pièce sera jouée pour la 100 fois à New-York.
Avec la nouvelle décoration d'un nouveau palais magnifique.
Le tout sous la direction de M. C. L. Smith.
Musique de M. C. W. Muller.
Décorations de M. Nelson.
Samedi, 23 Janvier.
Le grand drame historique de Jos. Shird, intitulé :
BRIAN BOROIHNE OU THE MAID OF ERIN.
Brian Borothne, MM. Booth.
O'Donnahl, Conner.
Connoch, Dockey.
Monagle, J. Greene.
Oblimer, Maynard.
Kinnick, Perren.
Elmira, Mlle. Farren.
Emma, J. Greene.
Pour les détails de cet opéra, voir les affiches.
Le spectacle sera terminé par le drame équestre de
TIKILI,
OU LE SIEGE DE MONTGAT.
Tous les chevaux de la troupe paraîtront sur la scène dans cette pièce.

SALLE DE LA LOUISIANE.
RUE ST. LOUIS, ENTRE CHARTRES ET ROYALE.
SAMEDI 23 JANVIER.
BAL PARE ET MASQUE
Prix d'Entrée, Cavaliers..... $1 00.
Les bals auront lieu tous les Mardi, Jeudi et Samedi de chaque semaine.
NB. MM. les souscripteurs aux Bals Parés, la société, sont priés que ce bals aurait lieu tous les vendredis.
23 jan.

SALLE D'ORLEANS.
SAMEDI SOIR, 23 JANVIER,
BAL MASQUE.
Les bals continueront à avoir lieu les lundis, mercredis et samedi soirs, durant la saison.
Prix d'entrée—Cavaliers..... $5.
21 jan. MITAUD.

ACADEMIE
DE DANSE.
MONSIEUR ET MADAME BERTUS a l'honneur d'informer les parens et maris de famille ainsi que le public en général, qu'ils n'ont pas encore arrêtés avec M. Devoti pour le remplacer dans ses leçons de danse et qu'à l'avenir deux classes auront lieu chaque semaine pour y recevoir des élèves, l'une rue St. Louis No. 131, l'autre rue Chartres No. 16. Les classes auront lieu rue St. Louis au No. 131, le lundi, de 11 heures et demie.
Et rue Chartres No. 16, les mardis, jeudis et samedis, de 5 heures du soir.
M. Devoti se rendra au domicile des personnes qui désireront des leçons particulières. 20 jan—6

ACADEMIE DE DANSE.
Pour apprendre à Danser et Valser en deux leçons.
JOSEPH LAVILLE, a l'honneur d'informer les Messieurs et les Mesdames de la Nouvelle Orléans qu'il vient d'ouvrir un Cours de leçons, rue Royale no. 340. Les leçons auront lieu de cinq à huit heures du soir; il se rendra au domicile des gens de famille qui voudront bien l'honorer de leur confiance.
PRIX :
Danse et Valse, 36 leçons..... $10
Valse en douze leçons..... 4
Les Mercredis et Samedis, 12 leçons..... 4
Les pas du galop en 6 leçons..... 3
Tous ces pas de danse sont très gracieux et composés de plusieurs figures. Il assure aussi tous les dames et messieurs à s'adresser rue Royale no. 340 entre les rues St. Philippe et Ursulines. 21 dec—1 m

POUR LOUISVILLE ET CINCINNATI.—Le steamer ARTISAN, ayant été reparé, est maintenant pour le port et offre aux passagers une belle occasion. Pour fret ou passage, s'adresser à bord, ou à
21 jan. W. C. TOMPKINS & Co. 28, Gravier.

POUR ST. QUINCY ET VARSOVIE.—Le steamer ARTISAN, ayant été reparé, est maintenant pour le port et offre aux passagers une belle occasion. Pour fret ou passage, s'adresser à bord, ou à
21 jan. W. C. TOMPKINS & Co. 28, Gravier.

POUR ST. LOUIS.—Le steamer VIRGINIA, capitaine Leigh, partira mercredi prochain, le 27 courant, à 10 heures A. M. Pour fret ou passage, s'adresser à bord, ou à
22 jan. JOHN R. SHAW & Co. 24, rue Poydras.

POUR ST. LOUIS et tous les ports de la rivière supérieure.—Le superbe bateau à vapeur PAWNEE, capitaine Gibson, est actuellement chargé et partira pour les destinations ci-dessus dans le courant de la semaine prochaine. Pour fret ou passage, s'adresser à bord, ou à
22 jan. JOHN R. SHAW & Co. 24, rue Poydras.

POUR LOUISVILLE.—Le steamer GENERAL BROWN, capitaine Donelson, est prêt à recevoir du fret pour le port ci-dessus. Pour fret ou passage, s'adresser à bord, ou à
10 heures A. M. Pour fret ou passage, s'adresser à bord, ou à
20 jan JUSTUS VAIRIN & Co.

POUR LA RIVIERE, TENNESSEE.—Le steamer MERMAID, capitaine J. H. Lusk, est prêt à recevoir du fret pour Florence, Tuscumbia et les portes intermédiaires. Pour fret ou passage, s'adresser à bord, ou à
JOHN R. SHAW & Co. 24, rue Poydras.
Le Mermaid a fret porter 100 tonneaux, avec moins de 26 pouces d'eau. 16 jan

POUR LIVERPOOL.—Le navire ALBERT GAY, capitaine Plummer, partira pour le port ci-dessus. Pour fret ou passage s'adresser à
JAMES D. DENEGRE.
23 jan 18, rue de la Douane.

POUR BREME.—Le trois mats OPERNICUS, capitaine Harstepp, ayant toute sa cargaison engagée partira pour le port ci-dessus. Pour le reste du fret ou passage s'adresser à bord, ou à
22 jan JAMES D. DENEGRE. 18, rue de la Douane.

POUR LE HAVRE.—Le navire français AUGUSTE LA PAULINE, capitaine Guieg, est partira incessamment pour le susdit port. Pour fret ou passage s'adresser à bord, ou à
2 janv BLANCHARD, EIMER & Co. 32, Bienville.

POUR LIVERPOOL.—Le navire ST. DUMFRIESHIRE, capit John Gibson, jaugeant environ 500 tonneaux, est à recevoir un chargement entier ou partiel. Pour fret ou passage, s'adresser à bord, ou à
21 jan WILLIAM BRITTON & SWIFT.

POUR BORDEAUX.—Passage seulement.—Le navire français LA BALLANTE, capitaine Bonfils, partira pour le susdit port dans le courant de la quinzaine prochaine. Pour passage s'adresser au capitaine à bord ou à
21 jan—10 F. JORDY, 118, Royale.

POUR LE HAVRE.—Le trois mats américain A. I. SOUTHERNER, capitaine Tibbits, a une partie de son fret engagée et partira incessamment. Pour le reste du fret ou passage s'adresser à bord ou à
16 jan—8 E. SAINEZ, 18, rue Royale.

POUR LE HAVRE.—Le trois mats français OCEANA, capitaine William Hamm-ad, partira pour le port ci-dessus. Il peut prendre encore 400 tons de cotonnades, le risque de trouver et de s'emparer de cet article, lui-même.
Conditions.—Les esclaves seront vendus à un crédit de 12, 18 et 24 mois, en billets endossés à satisfaction, assurés par hypothèque.
Les lettres de vente seront passées en l'étude d'Adolphe Maurian, notaire public, aux frais des acquéreurs.
19 j—4 19,20,4, 15 23

AVIS.
COMPAGNIE D'ASSURANCES DE L'OCEAN.
L'ASSEMBLEE annuelle des directeurs de cette institution aura lieu le Lundi prochain, au bureau de la Compagnie, rue du Camp. No. 45. 12 janv—10

COMPAGNIE DE NAVIGATION D'ORLEANS.
Nelle Orléans 14 janvier 1841.
L'élection de douze directeurs de la compagnie, aura lieu le premier lundi, entre les heures du matin et 2 heures de l'après midi.
14 jan G. LEGENDRE, secrétaire.

COMPAGNIE DE BANQUE DU GAZ.
19 janvier 1841.
UNE assemblée générale des actionnaires de cette institution aura lieu le Mercredi de la Nouvelle Orléans qu'il tombera, entre les heures de 10 heures du matin et 2 heures de l'après midi.
Conditions—Motifs comptant, la balance à 3 mois de crédit, en billets endossés à satisfaction et assurés par hypothèque.
20 jan—3 J. W. HOUSTON, caissier.

Bureau de la Compagnie d'assurance d'Orléans contre les risques de la mer et les incendies.
UN élection de quinze directeurs pour l'année courante aura lieu au bureau de cette compagnie, jeudi le 1er février prochain, entre 11 heures et 1 heure P. M.
20 janv—13 L. MATTHEWS, Président

A VENDRE—TRENTE TABLEAUX A L'HUILE, de genres différens, par des maîtres célèbres, tels que Heurtaut, Bellangé, Beaumont, Thirion, Swebach, &c.
Ces tableaux sont exposés au premier étage du magasin de MM. Dufossat, Woodlief & Cie, rue de Chartres, No. 46.
Ceux qui ne seront pas vendus à l'amiable, le seront à l'encan sous peu de jours. 6 jan 6 fr

RELIURE.—Les banques et les bureaux publics peuvent se pourvoir des livres reliés dans un joli goût et à des prix très raisonnables, en s'adressant au magasin de librairie de NOARMN, STELL & Cie.,
DEMANDE D'EMPLOI.—Une personne possédant une grande expérience pour la conduite d'un atelier de nègres et la direction d'un briqueterie, désire trouver un emploi. Pour informations s'adresser à John F. Miller ou au bureau de l'Abeille. JESSE WILKINS.
16 janv—6f

ENTREPOT DE MARBRES DE CHEMINEE ET DE GRANIT.
Rue de la Deuxne No. 147, entre Dauphine et Bourgogne.
LE soussigné prévient le public et le prie de vouloir bien lui garantir les plus nouveaux et les plus frais, et fait les tombeaux, les tablettes avec inscriptions en lettres taillées, les cuves et autres ouvrages en pierre, en ciment et en plâtre, &c. Les ordres pour des travaux de ce genre seront promptement exécutés, à des conditions raisonnables, et le soussigné espère pouvoir mériter le patronage du public.
21 dec—6m C. L. SEIXAS

CHANGEMENT DE MAGASIN.—Le soussigné prévient son ami et le public en général qu'il a transporté son magasin de la rue Conti No. 20 à No. 84, rue de la rue Charles. Il remercie ses habitues de leur patronage et espère qu'ils le lui conserveront.
18 jan—10 P. SOUDE.

Succession de Bernard Fox.
LES créanciers de feu Bernard Fox, décédé, voudront présenter leurs réclamations et leurs titres à la soussignée exécutrice, ou à son charge d'affaires M. John Mitchell, No. 62, rue Royale.
18 jan—3 ANNE FOX.

BŒUF—200 barils Mess et prime à l'inspection, le Borneo, à vendre par BOGERT & HAWTHORN.
18 jan 63, rue Gravier.

PORC pour habitations—300 barils à vendre par BOGERT & HAWTHORN.
18 jan 63, rue Gravier.

GRAISSE EN FEUILLES—500 barillets et 50 barils graisse en feuilles pour vendre par BOGERT & HAWTHORN.
18 janv 63, rue Gravier.

SACS DE PITRE—100 balles de 2 1-2 boisseaux chacune, à vendre par WIGGIN & DAVENPORT.
19 jan 25, rue Gravier.

CLOUS—300 barillets clous de Boston en magasin; 200 do. en débarquement du navire Ferax, à vendre par WIGGIN & DAVENPORT, 25, rue Gravier.
19 jan

TRAITE sur la Havane en sommes au gré des acheteurs et à courte vue, à vendre par J. ROBERT & Co 3, rue des Magasins.
19 jan

MAIS—2000 boisseaux, en magasin et à vendre par JOHN R. SHAW.
19 janv 24, rue Poydras.

PLOMB—10 barillets barres de plomb, à vendre par JOHN R. SHAW.
19 janv

POMMES de Terre d'Irlande en barils et en paniers, à vendre par A. GOW.
19 janv 20, rue Bienville

CACAO de sacs en no de Guayaquil, à vendre en bon marché pour clore une facture par J. N. RICULFI.
19jan—8 44, rue Toulouse

$40 DE RECOMPENSE.
PARTI marron de la boulangerie de la rue Bourbon, No. 74, hier, vers une heure du matin, le nègre FRANCOIS ou CHAPEAU, boulanger; ayant appartenu à M. M. Nicaud; François est âgé d'environ 34 ans, de la taille de cinq pieds, 7 à 8 pouces; assez forte constitution, grosses lèvres, un bouquet de barbe au menton, yeux saillans, un peu camard, tournure assez bonne, parle bien le français supérieur. Il est supposé pour qu'il change ou ait changé de nom et cherche à sortir de l'Etat. Il a pris hier avec lui une couverte jaune et bleue, un vêtement de toile de coton, et un pantalon de drap bleu. Il paraît qu'il se dirige dans la direction de la rivière supérieure; il est supposé qu'il a été à bord d'un steamer à vapeur travaillant de nuit comme matelot.
La récompense ci-dessus sera payée à quiconque le livrera ou le fera livrer à la prison de cette ville.
Les capitaines de bateaux à vapeur sont prévenus de ne pas le recevoir à leur bord, sous peine d'être poursuivis. 19 jan—6

COMMERCIAL.

COTON.—Arrivé depuis la dernière.—Louisiane et Mississipi 4000 balles; Tennessee et Nord Alabama 1500 balles; Mobile et ses environs 2000 balles, en tout 7500 balles, y compris celles arrivées depuis le 1er octobre : 1 307,197 balles vendues 300,000 balles qu'elle étaient l'an dernier à cette époque. Il a été expédié dans le même espace de temps à Liverpool 879 balles, à la Havane 997 balles ; à New-York, 476, à Boston 300, à Norfolk, 98, en tout 3016 balles ; ce qui augmente le stock de 1621, le 1er février à 147,197 balles ; tandis que l'an dernier il n'était que de 105,197 balles.

ETAT DU COTON.

1840. 1 Oct. Stock en mains,		39726
Reçu les 2 derniers jours	2625	
Précédemment,	302300	307 27
		346950
Exporté pendant les 2 derniers jours	2750	
Précédemment,	343786	346703
Stock en main		147147

MASSACHUSSETTS.—Le dixième district électoral, qui jusqu'à présent avait été en faveur des loco-focos, vient de se prononcer en faveur des whigs. M. William, l'un de ces derniers a été nommé pour la sous-trésorerie et pour la violation des droits du New-Jersey, a été battu par M. Borden qui reprend un siège qu'il avait déjà occupé à la satisfaction de ses commettans.

RAPPORT.
SENAT DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.
Séance du 22 janvier 1841.
PRESIDENCE DE M. GARCIA.

Lecture est donnée d'un message de la Chambre des Représentans, annonçant le concours du Sénat à une résolution des deux Chambres, relative à la nomination des directeurs de la Banque des Citoyens, fixer par la Chambre, au lundi prochain, et par le Sénat le mois de février prochain.

Le secrétaire du Sénat porte à la Chambre une résolution ayant pour objet de requérir nos Sénateurs et de prier nos Représentans au Congrès de faire en sorte qu'une loi de monition soit passée, relativement aux terres publiques situées dans l'Etat de la Louisiane.

M. Wragg demande à la Chambre la résolution additionnelle, relative aux principales Banques de l'Etat. En vertu de cette résolution, la Banque de l'Etat de la Louisiane, la Banque de la Louisiane, la Banque de l'Union, la Banque de Commerce consolidée et la Banque des Citoyens devront fournir dans le plus bref délai la liste des actionnaires et le lieu de leur domicile, avec l'indication du nombre d'actions possédé par chacun d'eux, ainsique la liste des officiers des dites Banques, et la mention de leurs salaires respectifs.

M. Dennis demande si ce qu'il présume devoir être la résolution pour abroger l'article 93 des réglements du Sénat n'a pas la dispense des dits réglements puisse être prononcée par une simple majorité, à l'exception des cas prévus par la Constitution de cet Etat.

Un bill relatif aux loteries, provenant de la Chambre, subit une première lecture.

Un bill pour établir un pont sur la rivière Tchifonckté, dans la paroisse St. Tammany, provenant de la Chambre, subit une première lecture.

M. Davidson observe que la passation immédi te de ce bill intéresse essentiellement les habitans de Madison et de Carrington ainsi que ceux de la Nouvelle Orléans; en conséquence il invite le Sénat à prononcer la dispense des réglemens à l'effet de procéder successivement à la seconde et à la troisième lecture du bill.

Le Sénat accède à la demande du sénateur de Livingston, et le bill est passé.

Lecture est faite d'un bill pour fixer les limites de la paroisse Ascension, et d'un autre bill relatif à la navigation entre ce lieu et la mer.

Le Sénat allait s'occuper d'un bill relatif à l'article 2214 du code civil, lorsque M. Davidson, remarquant que midi sonne, appelle le bill relatif à la constitution, mis à l'ordre du jour pour la présente séance.

M. Crow s'aperçoit que la discussion de ce bill fut remise à un autre jour. Il importe, dans une question aussi grave et aussi importante, que tous les membres de la législature soient présens à la discussion. Un remettre la discussion à lundi prochain.

Cette motion est rejetée par le Sénat.

M. Hopkins est à la poste pour se livrer à la discussion du bill que pour motiver son vote négatif sur les différentes questions dont il se compose. Dans toute autre circonstance il se pourrait qu'il votât en faveur du bill, mais dans l'état de choses actuel il votera contre. Plusieurs sections, ou plutôt plusieurs paragraphes sont en harmonie avec ses opinions; toutefois comme il croit que la masse est majeure, il votera contre l'ensemble, afin d'y délibérer à la passation définitive du bill, il votera contre ces mêmes paragraphes.

M. Crow donne son assentiment aux vues du sénateur d'Orléans; sa manière d'envisager le bill dans son ensemble comme dans ses détails est absolument la même; en conséquence il invite la législature à ne pas voter sur ce bill successivement contre les divers paragraphes.

M. Wragg, sans approuver quelques unes des dispositions du bill, particulièrement celle relative à la nomination et aux attributions de la cour suprême, il serait même favorable à la convention, d'une convention mais le temps est tout à fait court. Un remettre la discussion de cette question si grave à la session prochaine de la législature alors il voterait pour la mesure proposée. Son respect pour les sentimens patriotiques du pays lui inspire les mêmes scrupules que ceux manifestés par le sénateur du Attakapas, dont il partage entièrement les sentimens; il ne peut consentir à voter en ce moment en faveur du bill.

Le bill est mis aux voix et le Sénat l'adopte, tous son entier, Neuf voix contre cinq.

M. Delhomme appelle à la bienveillance des membres composant la minorité. La volonté du peuple, dit-il, vient d'être proclamée par la majorité de ceux qui le représentent; quelque soit la décision à laquelle on la fait, on ne peut point à la majorité ce que certainement elle ne voudrait pas lui accorder. Chacun s'est exprimé franchement sur la question, chacun a motivé son opinion; lui fait un devoir de persister jusqu'à la fin dans son opposition. Tant que la minorité conserva quelque espoir, elle n'abandonnera pas les moyens de salut. La troisième lecture de ce bill est demandée, mais cette dernière lecture ne peut avoir lieu dans la même séance, à moins d'obtenir le consentement de dix sept membres présens. Ce chiffre n'étant pas atteint, cette lecture, attendu qu'il a tout lieu de croire que l'opinion de la majorité des constituans est contraire à la mesure proposée, la majorité du Sénat peut adopter. Si ses électeurs lui font connaître plus tard un vœu contraire à ce qu'il s'explique lui-même, alors il ne lui restera plus qu'à se retirer devant la volonté souveraine. Le sénateur d'Orléans déclare qu'il ne peut faire pour le Sénateur de Livingston ce que son collègue ne ferait pas en sa faveur, et qu'il a de puissans motifs pour ne pas agir ainsi.

Motion est faite pour la dispense des réglemens, afin de passer à la troisième lecture du bill.

La majorité de dix sept voix est en faveur de la motion; mais la majorité n'étant pas constitutionnellement suffisante, la motion est sans résultat.

Le Sénat s'ajourne à demain, 11 heures.

(*Rapporté pour l'Abeille.*)
CHAMBRE DES REPRESENTANS.
Séance du 22 janvier.

La Chambre accorde des congés à MM. Foley et Thibodeaux de St. Jacques.

Pétitions et Résolutions.

M. Phillips présente une pétition de ses constituans; renvoyée au comité des propositions et plaintes; un mémoire de M. Berry est renvoyé au comités des ressources.

M. Bedford présente un mémoire concernant les greffes du shérif, qui est renvoyé à la députation d'Orléans, ainsi qu'un mémoire concernant l'augmentation des appointemens de juge, lequel a été déposé sur le bureau soumis à l'appui de la chambre.

La pétition des citoyens des règles, M. Ratliff présente une pétition de ses constituans demandant l'abrogation de la charte d'incorporation de la ville de St. Francisville—Renvoyé au comité des pétitions.

Rapports des comités spéciaux.

La délégation d'Orléans fait son rapport sur le bill amendant les actes d'incorporation de la ville de la Nouvelle Orléans. L'impression du bill est ordonnée.

Après dispensation des règles, M. Ratliff présente une résolution, laquelle est adoptée, portant que le Sénat, lundi le lundi le février à midi pour l'élection des directeurs de la banque des Citoyens.

Bills soumis au bulletin.

M. Aubert présente un bill relatif aux routes et levées de la paroisse de Lafourche Interieure.—Renvoyé à la délégation de St. Bourche.

M. Bedford présente un bill relatif à la navigation entre le lac Pontchartrain et le fleuve.

Le bill relatif à la cour d'appel d'un bill relatif à l'article 2214 du code civil, lorsque M. Davidson, remarquant que midi sonne, appelle le bill relatif à la constitution, mis à l'ordre du jour pour la présente séance.

M. Crow s'aperçoit que la discussion de ce bill fut remise à un autre jour. Il importe, dans une question aussi grave et aussi importante, que tous les membres de la législature soient présens à la discussion. Un remettre la discussion à lundi prochain.

Cette motion est rejetée par le Sénat.

M. Hopkins est à la poste pour se livrer à la discussion du bill que pour motiver son vote négatif sur les différentes questions dont il se compose. Dans toute autre circonstance il se pourrait qu'il votât en faveur du bill, mais dans l'état de choses actuel il votera contre. Plusieurs sections, ou plutôt plusieurs paragraphes sont en harmonie avec ses opinions; toutefois comme il croit que la masse est majeure, il votera contre l'ensemble, afin d'y délibérer à la passation définitive du bill, il votera contre ces mêmes paragraphes.

M. Crow donne son assentiment aux vues du sénateur d'Orléans; sa manière d'envisager le bill dans son ensemble comme dans ses détails est absolument la même; en conséquence il invite la législature à ne pas voter sur ce bill successivement contre les divers paragraphes.

M. Wragg, sans approuver quelques unes des dispositions du bill, particulièrement celle relative à la nomination et aux attributions de la cour suprême, il serait même favorable à la convention, d'une convention mais le temps est tout à fait court. Un remettre la discussion à la session prochaine de la législature alors il voterait pour la mesure proposée. Son respect pour les sentimens patriotiques du pays lui inspire les mêmes scrupules que ceux manifestés par le sénateur du Attakapas, dont il partage entièrement les sentimens; il ne peut consentir à voter en ce moment en faveur du bill.

Le bill est mis aux voix et le Sénat l'adopte, tous son entier, Neuf voix contre cinq.

M. Delhomme appelle à la bienveillance des membres composant la minorité. La volonté du peuple, dit-il, vient d'être proclamée par la majorité de ceux qui le représentent; quelque soit la décision à laquelle on la fait, on ne peut point à la majorité ce que certainement elle ne voudrait pas lui accorder. Chacun s'est exprimé franchement sur la question, chacun a motivé son opinion; lui fait un devoir de persister jusqu'à la fin dans son opposition. Tant que la minorité conserva quelque espoir, elle n'abandonnera pas les moyens de salut. La troisième lecture de ce bill est demandée, mais cette dernière lecture ne peut avoir lieu dans la même séance, à moins d'obtenir le consentement de dix sept membres présens. Ce chiffre n'étant pas atteint, cette lecture, attendu qu'il a tout lieu de croire que l'opinion de la majorité des constituans est contraire à la mesure proposée, la majorité du Sénat peut adopter. Si ses électeurs lui font connaître plus tard un vœu contraire à ce qu'il s'explique lui-même, alors il ne lui restera plus qu'à se retirer devant la volonté souveraine. Le sénateur d'Orléans déclare qu'il ne peut faire pour le Sénateur de Livingston ce que son collègue ne ferait pas en sa faveur, et qu'il a de puissans motifs pour ne pas agir ainsi.

Motion est faite pour la dispense des réglemens, afin de passer à la troisième lecture du bill.

La majorité de dix sept voix est en faveur de la motion; mais la majorité n'étant pas constitutionnellement suffisante, la motion est sans résultat.

Le Sénat s'ajourne à demain, 11 heures.

(*Rapporté pour l'Abeille.*)
CHAMBRE DES REPRESENTANS.
Séance du 22 janvier.

La Chambre accorde des congés à MM. Foley et Thibodeaux de St. Jacques.

Pétitions et Résolutions.

M. Phillips présente une pétition de ses constituans; renvoyée au comité des propositions et plaintes; un mémoire de M. Berry est renvoyé au comités des ressources.

M. Bedford présente un mémoire concernant les greffes du shérif, qui est renvoyé à la députation d'Orléans, ainsi qu'un mémoire concernant l'augmentation des appointemens de juge, lequel a été déposé sur le bureau soumis à l'appui de la chambre.

La pétition des citoyens des règles, M. Ratliff présente une pétition de ses constituans demandant l'abrogation de la charte d'incorporation de la ville de St. Francisville—Renvoyé au comité des pétitions.

Rapports des comités spéciaux.

La délégation d'Orléans fait son rapport sur le bill amendant les actes d'incorporation de la ville de la Nouvelle Orléans. L'impression du bill est ordonnée.

Après dispensation des règles, M. Ratliff présente une résolution, laquelle est adoptée, portant que le Sénat, lundi le lundi le février à midi pour l'élection des directeurs de la banque des Citoyens.

Bills soumis au bulletin.

M. Aubert présente un bill relatif aux routes et levées de la paroisse de Lafourche Interieure.—Renvoyé à la délégation de St. Bourche.

M. Bedford présente un bill relatif à la navigation entre le lac Pontchartrain et le fleuve.

Le bill relatif à la cour d'appel d'un bill relatif à l'article 2214 du code civil, lorsque M. Davidson, remarquant que midi sonne, appelle le bill relatif à la constitution, mis à l'ordre du jour pour la présente séance.

M. Crow s'aperçoit que la discussion de ce bill fut remise à un autre jour. Il importe, dans une question aussi grave et aussi importante, que tous les membres de la législature soient présens à la discussion. Un remettre la discussion à lundi prochain.

Cette motion est rejetée par le Sénat.

M. Hopkins est à la poste pour se livrer à la discussion du bill que pour motiver son vote négatif sur les différentes questions dont il se compose. Dans toute autre circonstance il se pourrait qu'il votât en faveur du bill, mais dans l'état de choses actuel il votera contre. Plusieurs sections, ou plutôt plusieurs paragraphes sont en harmonie avec ses opinions; toutefois comme il croit que la masse est majeure, il votera contre l'ensemble, afin d'y délibérer à la passation définitive du bill, il votera contre ces mêmes paragraphes.

M. Crow donne son assentiment aux vues du sénateur d'Orléans; sa manière d'envisager le bill dans son ensemble comme dans ses détails est absolument la même; en conséquence il invite la législature à ne pas voter sur ce bill successivement contre les divers paragraphes.

M. Wragg, sans approuver quelques unes des dispositions du bill, particulièrement celle relative à la nomination et aux attributions de la cour suprême, il serait même favorable à la convention, d'une convention mais le temps est tout à fait court. Un remettre la discussion à la session prochaine de la législature alors il voterait pour la mesure proposée. Son respect pour les sentimens patriotiques du pays lui inspire les mêmes scrupules que ceux manifestés par le sénateur du Attakapas, dont il partage entièrement les sentimens; il ne peut consentir à voter en ce moment en faveur du bill.

Le bill est mis aux voix et le Sénat l'adopte, tous son entier, Neuf voix contre cinq.

M. Delhomme appelle à la bienveillance des membres composant la minorité. La volonté du peuple, dit-il, vient d'être proclamée par la majorité de ceux qui le représentent; quelque soit la décision à laquelle on la fait, on ne peut point à la majorité ce que certainement elle ne voudrait pas lui accorder. Chacun s'est exprimé